

**Jean Baubérot, *La loi de 1905 n'aura pas lieu*,
tome 1 : *L'impossible loi de liberté (1902-1905)*,
Paris, Éditions de la Maison des sciences de
l'homme, 2019.**

Julien Bouchet



Cet ouvrage constitue la première pierre d'une entreprise historiographique ambitieuse (trois tomes sont à ce jour envisagés) menée par le sociologue et historien Jean Baubérot. D'emblée, l'auteur délimite le sujet principal de son travail : l'histoire politique des Séparations des Églises et de l'État. Il revendique adopter une « démarche de sociologie historique » (p. 15), une méthode qu'il déploie sans surprise avec une dextérité implacable, puisant en outre des forces aux sources analytiques d'autres champs disciplinaires, en particulier celui des politistes et des spécialistes d'histoire parlementaire. Il en ressort une historiographie hybride, révélatrice de l'heureuse association de plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales pour penser un objet d'étude qui est effectivement au carrefour de l'histoire du droit, de l'histoire politique et de celle des représentations.

Ce premier volume rend compte de la mise à l'ordre du jour de la Séparation au début du XX^e siècle. Le Bloc des gauches conduit alors une politique anticléricale à marche forcée : la stricte application de la loi de 1901 sur les associations, l'intensification des laïcisations, la généralisation des suspicions administratives et judiciaires en direction des congréganistes « sécularisés », renforcent les oppositions politiques que plusieurs publicistes présentent alors comme les symptômes de la résurrection de la « guerre des deux France ».

Dense de plus de 360 pages de démonstration suivies d'annexes (*addendum*, bibliographie, glossaire original, chronologie de travail, index), cet ouvrage est d'abord riche par sa singularité éditoriale. Il est à la fois une synthèse et une mise en perspective historiographique qui vient à son heure, quinze ans après les grands centennaires (loi des associations de 1901, acmé de la politique combiste en 1903, Séparation de 1905). Il fait également suite à la publication de nouvelles monographies qui renouvellent notre connaissance des années 1900 (Bertrand Joly sur l'affaire Dreyfus, Julien Bouchet sur le combisme et sa République irréductible, Christophe Bellon sur Aristide Briand), et d'un ensemble de compilations plus générales au premier rang desquelles figure la *Contre-histoire de la Troisième République* dirigée par Marion Fontaine, Frédéric Monier et Christophe Prochasson.

Ouvert à ses lecteurs, l'auteur propose un espace de conversation pour échanger sur son texte et partager des archives. Jean Baubérot propose donc des formes de forum

à la fois expert et citoyen, ce qu'il pratique déjà du reste depuis de nombreuses années (<http://jeanbauberotlaicite.blogspot.com/>). Cette démarche lui permettra sans nul doute de densifier encore plus le stock documentaire sur le sujet, ce qui nourrira notamment les deux autres volumes à paraître. Cet attachement aux sources historiques n'est en rien surprenant car le document est au cœur de la démarche proposée. Le sociologue déclare ainsi présenter son travail sous forme d'enquêtes « à la Colombo », une manière de renouer malicieusement avec l'origine ancienne de l'histoire, celle de l'investigation à partir des traces d'un passé qui, en l'espèce, tout comme la lutte entre les Hellènes et les barbares pour Hérodote, est encore au cœur de notre mémoire collective. Volontairement présenté comme un canevas, le livre ne pêche pourtant pas par une sinuosité déroutante. Si des détours sont effectivement présents dans cet *opus*, ils servent en réalité une signification globale : pour prendre un exemple, le « passage coupé » sur les imaginaires collectifs qui est inséré à partir de la p. 359 est un élément d'une architecture très bien pensée et organisée sur les représentations de la Séparation.

Ce livre contient un propos qui se veut complet, à plusieurs échelles d'étude. Peut-être peut-on regretter le faible nombre des cas locaux. Le travail publié permet de corriger des points, notamment lorsque le ministre des Cultes Combes, le 26 janvier 1903, dans un discours vécu par certains combistes comme une saillie anti-combiste, parle de la séparation « de l'Église » et de l'État et non pas de celle « des Églises ». Émile Combes fait ainsi sien le prisme catholique dans la lutte idéologique et politique d'alors. Au-delà de ces points spéciaux, l'universitaire complète (la lecture critique de travaux de Claude Nicolet sur la séparation à la p. 107), propose (en transformant la « guerre des deux France » en « guerre de deux France » – p. 11) et expose ce qu'il considère comme « la réconciliation historiographique des deux France » (p. 88) à la faveur d'une lecture plus conciliatrice de la Belle Époque qui fut, sans conteste, celle de la laïcité républicaine de notre pays. Ce positionnement historiographique s'inscrit dans le sillage de ses précédents travaux.

Les index sont très utiles car la pensée baubérienne est plurielle, dense et foisonnante. Un glossaire d'époque permettra notamment au lecteur de cheminer dans le bestiaire et l'univers mental des anticléricaux et de leurs opposants : on retrouvera les « apaches », si fréquemment cités dans la presse politique à « cinq centimes », pour désigner les soldats (et mercenaires) de l'outrecuidance irréligieuse, ou bien la figure de « Robespierrot » (cité p. 49) convoquée pour décrire le « petit père Combes » en nouveau repère de la violence révolutionnaire, certes en réduction. Sur ce point, Émile Combes est l'une des figures historiques qui traversent l'ouvrage. Dès le début de l'introduction, le combisme est l'élément au cœur de l'interrogation de l'auteur. Jean Baubérot réhabilite Combes en tant que stratège au Parlement, spécialement dans son rapport à Aristide Briand, que le ministre nomme volontairement improprement, au début du mois de novembre 1904, le « rapporteur provisoire » du projet de Séparation (p. 274). À la p. 356, l'universitaire propose un bilan sur le combisme, à travers une approche nuancée des origines et de la densité de la violence républicaine. Le combisme est ainsi pensé en rapport avec l'affermissement de la démocratie.

Le plan du livre favorise une bonne appréhension de l'histoire politique des Séparations. Dans un « Prélude », l'auteur revient sur plusieurs paradoxes et rebondissements souvent configurés par la mémoire conflictuelle de la laïcisation et

de la Séparation. La première partie porte sur la « pré-histoire » de la « fabrique » de la loi de 1905. À des chapitres d'histoire politique et parlementaire (chapitres 1, 4 et 5) succèdent des développements renvoyant plutôt à l'histoire des idées (la morale laïque pour le chapitre 2, la question de la liberté pour le chapitre 3 avec notamment la peur anticléricale des femmes – p. 109). La seconde partie objective le cœur du sujet, à savoir « la première “guerre” des séparations républicaines ». Un changement d'échelle (chapitre 6) présente les influences allogènes au champ français. On attendait cette mise au point. Ces références ont parfois configuré les débats et les projets examinés en France : tandis que le modèle séparatiste américain est convoqué par plusieurs catholiques et des républicains modérés (p. 183), d'autres intellectuels et hommes d'opinion évoquent la situation de certains cantons suisses (p. 188) et de l'Espagne anticléricale à un temps de son histoire. D'aucuns citent la Séparation mexicaine comme une référence ultra-marine structurante (p. 193). L'auteur casse donc, à raison, la liaison univoque entre le modèle républicain français et son rayonnement international par exportation. Les chapitres suivants narrent la construction progressive de la réforme qu'avait présentée Jacqueline Lalouette dans sa *Séparation* de 2005, en mettant spécialement en valeur l'influence d'élus (Aristide Briand) et d'acteurs collectifs (la « Commission des Trente-Trois », p. 147). L'action déterminante de structures du « parti républicain » est rappelée et même mise à jour pour ce qui concerne l'Association nationale des libres penseurs de France (p. 278). Jean Baubérot rappelle aussi que le projet du ministre Combes dépasse la pensée politique du « petit père » car il « représente tout un courant d'opinion de la gauche républicaine » (p. 264). Cet argument doit être entendu pour penser la mémoire du combisme séparatiste, si prégnante lors du XX^e siècle dans plusieurs milieux idéologiques. Le dernier chapitre est une nouvelle invitation au voyage qui questionne la portée ultra-marine de la Séparation. On rappelle aussi l'environnement international des années 1900, spécialement la guerre russo-japonaise (p. 312), ce qui permet de rompre avec une histoire sans territoire, à un moment où l'échelle impériale configure, aussi, le destin français. Le terme du développement principal est une promesse d'avenir annoncée du reste dès le début : « Le deuxième tome sera (...) consacré aux nombreux problèmes qui se sont posés lors de l'élaboration de la loi elle-même jusqu'à sa promulgation (les 9 et 11 décembre 1905) et pendant l'année 1906 » (p. 19). Il sera suivi d'un « troisième et dernier tome [qui] traitera du double conflit qui a lieu de la fin de 1906 à 1908-1909 » (p. 23).

En somme, cette proposition réflexive, très solide par la richesse de son corpus de sources et la précision des faits convoqués ou établis, est une nouvelle pierre de touche de l'historiographie des années 1900, la « Belle époque » de l'anticléricisme républicain. Le lecteur averti attend donc, dès à présent, la suite de la démonstration.